Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 95/23 - IX – COM

Audience publique du seize novembre deux mille vingt-trois

Numéro CAL-2018-00759 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

Maître Marie-Christine GAUTIER, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-ADRESSE1.), agissant en sa qualité de curateur de la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), déclarée en état de faillite par jugement du 10 mars 2021 de la chambre commerciale du tribunal d'arrondissement de Luxembourg,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Tom NILLES d'Esch-sur-Alzette du 17 août 2018,

comparant par Maître Marie-Christine GAUTIER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

e t :

- 1) la société à responsabilité limitée **SOCIETE2.)** SARL, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son gérant ou ses gérants actuellement en fonctions,

intimée aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Tom NILLES d'Esch-sur-Alzette du 17 août 2018,

comparant par la société en commandite simple KLEYR GRASSO, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par *Maître Henry DE RON*, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 2) la société à responsabilité limitée **SOCIETE3.)** SARL, ayant été établie et eu son siège social à L-ADRESSE4.) ; ayant été inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.) ; liquidée volontairement aux termes d'une résolution de son associé unique par devant le notaire Maître Danielle KOLBACH de résidence à Junglinster en date du DATE1.) et rayée du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du DATE2.) représentée par son liquidateur Asgeir BOLLASON,

intimée aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Tom NILLES d'Esch-sur-Alzette du 17 août 2018,

comparant par la société en commandite simple BONN STEICHEN & PARTNERS, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par *Maître Fabio TREVISAN*, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Saisi, d'une part de la demande de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL (ci-après « SOCIETE2.) ») en vue de la condamnation de la société anonyme SOCIETE1.) SA (ci-après « SOCIETE1.) ») et de celle à responsabilité limitée SOCIETE3.) SARL (ci-après « SOCIETE3.) ») au paiement du montant de 16.417,01 euros, avec les intérêts en se basant sur la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance (ci-après « la loi du 23 juillet 1991 »), sinon sur les articles 1382 et 1383 du Code civil, ou sur toute autre base légale applicable ; de la condamnation d'SOCIETE3.) au paiement du montant de 16.417,01 euros avec les intérêts, outre des indemnités de procédure de 1.500.- euros et la suppression d'un passage des écrits ; d'autre part au rejet de ces demandes et à la condamnation de la demanderesse à chaque fois à 5.000.- euros d'indemnité de procédure ; le tribunal, par un jugement du 28 juin 2018, condamna SOCIETE1.) à payer à SOCIETE2.) le montant de 16.417,02 euros, avec les intérêts à partir du 18 juin 2015, date de la mise en demeure, jusqu'à solde ainsi qu'une indemnité de 1.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, débouta SOCIETE2.) de l'ensemble de ses prétentions à

l'encontre d'SOCIETE3.) et SOCIETE1.) ainsi qu'SOCIETE3.) de leur demande y afférente.

De ce jugement signifié le 17 juillet 2018, SOCIETE1.) a régulièrement fait relever appel par acte d'huissier du 17 août 2018, concluant à la réformation du jugement entrepris, par le rejet des demandes de SOCIETE2.), à sa décharge et à la condamnation de SOCIETE2.) au paiement d'une indemnité de procédure de 5.000.- euros par instance. L'arrêt à intervenir serait à déclarer commun à SOCIETE3.).

Dans ses conclusions récapitulatives elle ne sollicitera plus qu'une seule indemnité de procédure, sans en préciser le titre.

Elle base sa contestation sur l'immutabilité du forfait souscrit, concluant sous les articles 1793 et 1134 du Code civil au rejet de l'intégralité des prétentions adverses, sinon au moins ce qui excède le devis. Le principe de la facture acceptée ne saurait s'appliquer à un contrat d'entreprise et elle aurait bien contesté la facture par une personne mandatée à telle fin, mais sa lettre lui serait revenue, non délivrée. Elle critique le nombre d'heures prestées et l'accord pour tout dépassement du forfait. SOCIETE2.) ne saurait se prévaloir de fiches de travail signées par SOCIETE3.) qui serait sans compétence pour ce faire. Même si la preuve des travaux serait rapportée, SOCIETE2.) ne saurait que fautivement réclamer un dépassement du devis de plus de 50%. Les prétentions adverses sur le fondement de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile seraient à rejeter au titre de l'article 547 de ce code comme responsable de la procédure choisie et au vue de sa position attentiste. Cette posture justifierait encore de lui abjurer toute prétention à des intérêts.

SOCIETE3.) relève qu'aucune revendication ne lui est adressée dans l'acte d'appel et conclut à la confirmation du jugement la dédouanant.

SOCIETE2.) conclut à la confirmation du jugement entrepris par appropriation de motifs et à la condamnation de l'appelante à lui verser 5.000.- euros au titre de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

La facture du 19 novembre 2014 aurait été acceptée au sens de l'article 109 du Code de commerce, subsidiairement sa prétention se justifierait sur base des articles 1779 ou 1134 et suivants, sinon 1382 et suivants du Code civil. Elle aurait fait l'objet d'une agréation par SOCIETE3.) en tant que sous-traitant de SOCIETE2.) ce qui obligerait l'acceptant. La facture réclamée, serait régulière, comprendrait à l'évidence un transport, même si ce dernier ne figurait pas au devis, appellation qui exclurait celle de marché à forfait et entraînerait la mutabilité. Une éventuelle irrégularité pénale, niée, serait sans effet.

La remise de la facture ne serait pas discutée, tout comme la non-délivrance de la contestation, en tout état de cause non valablement signée et circonstanciée. Une objection ultérieure serait de surcroît tardive. De plus, la réalisation de la prestation ne serait pas démentie et son adaptation au terrain serait prévue *ab intio* sans accord préalable, qui aurait été donné par SOCIETE3.), dont la

radiation devrait demeurer sans influence, sauf éventuellement à ouvrir une action contre le liquidateur.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 21 septembre 2023 et les mandataires des parties ont été informés que l'affaire serait plaidée à l'audience du 18 octobre 2023. Le magistrat rapporteur a été entendu en son rapport oral lors de cette audience et l'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Appréciation de la Cour

SOCIETE2.) réclame le paiement d'une facture numéroNUMERO4.) du 19 novembre 2014 portant sur le montant de 16.417,01 euros, dont ni la réception, ni la réalité des prestations ne sont contestées.

Aux termes de l'article 109 du Code de commerce, les achats et les ventes se constatent par une facture acceptée ou par la correspondance.

En ce qui concerne la preuve résultant de la facture acceptée, l'article précité instaure une présomption légale, irréfragable, de l'existence de la créance affirmée dans la facture acceptée pour le contrat de vente. Pour les autres contrats commerciaux, la facture acceptée n'engendre qu'une présomption simple de l'existence de la créance, le juge étant libre d'admettre ou de refuser l'acceptation de la facture comme présomption suffisante de l'existence de la créance affirmée

Il en découle que pour les engagements commerciaux autres que les ventes, pour lesquels il est habituel d'émettre des factures, l'acceptation constitue une présomption de l'homme de conformité de la facture par rapport aux conditions du contrat. La facture acceptée en cette matière pourra donc faire preuve de la réalité du contrat, mais cette question sera toujours soumise à l'appréciation du juge. Pour de tels engagements, le débiteur peut donc non seulement contester l'existence de l'acceptation, mais aussi, si l'acceptation est établie, il peut encore rapporter la preuve contraire du contenu de la facture.

Pour les contrats de louage de services, tel qu'en l'espèce, il est admis que le fait de ne pas émettre de contestations endéans un bref délai à partir de la réception de la facture contre celle-ci permet de présumer que le client commerçant marque son accord sur la facture et ses mentions. Il appartient au débiteur de renverser cette présomption simple.

Cette présomption de l'homme ne s'impose donc pas au juge et il lui appartient d'apprécier souverainement la pertinence des faits invoqués et de mesurer la portée des éléments soumis à son appréciation.

Il est rappelé que l'acceptation des factures reçues peut être expresse ou tacite. Le silence gardé au-delà du temps nécessaire pour prendre connaissance de la facture, pour contrôler ses mentions, ainsi que les fournitures auxquelles elle se rapporte, fait présumer que la facture a été acceptée et la facture ainsi acceptée établit à l'égard du débiteur commerçant non seulement la créance du

fournisseur, mais aussi l'existence du contrat et de ses conditions, dans la mesure où elle les indique.

Ainsi, le commerçant qui n'est pas d'accord au sujet de la facture de son cocontractant, doit prendre l'initiative d'émettre des protestations précises valant négation de la dette affirmée endéans un bref délai à partir de la réception de la facture. L'obligation de protester existe quelle que soit la partie de la facture que le client conteste, l'existence même du contrat, les conditions du marché, la date de la facture, l'identité entre les choses fournies et les choses facturées, ou bien la conformité de la fourniture avec les qualités promises.

C'est au client qu'il incombe de prouver qu'il a protesté en temps utile, les protestations pouvant être explicites ou implicites, écrites ou verbales. Pour avoir une valeur probante, les protestations doivent être précises, en effet des protestations vagues ne sont pas de nature à empêcher la présomption d'acceptation de sortir ses effets. Il lui appartient également d'établir la réception des protestations émises.

SOCIETE1.) expose avoir émis une lettre de contestation en date du 24 novembre 2014 et allègue que ladite lettre lui a été retournée par la poste avec la mention de l'absence de boîte aux lettres au nom de SOCIETE2.) à l'adresse d'envoi.

Dans la mesure cependant où il est de principe qu'il incombe au contestataire de prouver la réception de sa missive et non seulement son expédition, et où SOCIETE1.) n'excipe pas de l'impossibilité de faire parvenir ses critiques à SOCIETE2.), sachant qu'elle disposait sur base de la facture litigieuse tant d'un numéro de téléphone, que de télécopie, que d'une adresse email, le tribunal a retenu à bon escient qu'elle ne s'était pas valablement déchargée de son obligation de contester la facture, la contestation ultérieure du 16 janvier 2015 étant à la fois tardive et vide de toute précision.

Pour conclure sur ce point, la Cour relève encore à titre superfétatoire que parmi les arguments avancés dans le courrier de contestation jamais délivré et qui ne furent plus supportés dans les ultimes écrits, le premier tenant au destinataire n'emporte remise en cause ni des travaux, ni des montants, le second est inintelligible, le troisième réfuté ci-dessus et le dernier tenant à la facturation du transport ne ressort pas sans équivoque de la facture litigieuse. Aucun de ces éléments ne serait donc de nature à entamer la présomption découlant de l'article 109 du Code de commerce.

SOCIETE1.) ne remet d'ailleurs pas en cause la réalité, où la qualité des travaux facturés, soutenant, à rebours de la lettre explicite du document invoqué, que le devis du 28 octobre 2014 serait un marché à forfait, alors que celui-ci précise que « *Aufgrund des schwierigen Geometrie der Fläche und dadurch erhöhte Zuschnitt und Anpassungsarbeiten kann ein genauer Arbeitsaufwand nicht angegeben werden* » avec l'indication que le travail supplémentaire pourrait s'élever à 8.160.- euros. Il s'agit donc manifestement d'un marché à devis susceptible de modifications.

Elle conteste ensuite avoir agréé des bons de travaux justifiant les interventions supplémentaires, les fiches de travail versées ayant été signées par SOCIETE3.). Force est cependant de constater que SOCIETE1.) n'étaye ni le dépassement, ni ne nie-t-elle la réalité des heures prestées, quitte à arguer de leur illégalité, pas plus qu'elle ne remet en cause la matérialité de leur agréation par son donneur d'ordre, auquel elle-même renvoie pour partie du paiement, se contentant d'avancer le défaut de qualité juridique le concernant, concédant de fait indirectement l'exigibilité des fonds réclamés. Cet élément ne saurait convaincre la Cour du renversement de la présomption découlant de l'acceptation de la facture.

Quant au dépassement allégué de plus de 50% du devis initial, l'absence de décompte précis, fourni de part ou d'autre, ne permet pas à la Cour de vérifier le montant que cela est censé représenter, ni sa proportion et encore moins sa réalité. Dans la mesure où, suite à l'acceptation de la facture, il appartient à SOCIETE1.) d'apporter des éléments de nature à la remettre en cause, elle assumera les conséquences de ce défaut. En foi de quoi il y a lieu de conférer pleine force à la présomption pré mentionnée.

Quant à la demande à la voir déchargée de l'ensemble de la condamnation, qui ramènerait le paiement en-dessous du devis non contesté, et ce pour des travaux qui ne le sont pas non plus, la Cour a du mal à en saisir la justification, qui ne lui est d'ailleurs pas présentée, de sorte à ce qu'elle ne saurait prospérer.

SOCIETE1.) conteste encore au bénéfice d'un exposé purement factuel devoir être assujettie aux paiements d'intérêts tels que mis en compte. L'article 1153 du Code civil dispose que :

« Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi; sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils ne sont dus que du jour de la sommation de payer, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit... »

Comme SOCIETE1.) n'avance aucun moyen permettant de la dispenser de l'application de cet article, cette pétition est à rejeter.

La nature du litige, caractérisé par la faiblesse de l'enjeu résiduel, inférieur de fait au seuil de compétence de la juridiction de céans, combiné à l'inadéquation argumentative d'une part, confronté au sibyllinisme facturier et contractuel de l'autre, laissent apparaître douteuse toute iniquité susceptible d'appuyer une prétention indemnitaire sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, et cela tant en première qu'en deuxième instance. Il s'ensuit que le jugement encourt la réformation de ce chef et toute prétention afférente pour l'appel sera rejetée.

A défaut d'appel portant sur le jugement en ce qu'il a mis hors de cause SOCIETE3.) et de moyen fondant la déclaration d'arrêt commun il n'y a pas lieu de faire droit à cette demande.

SOCIETE1.) succombant en appel, elle en supportera les frais au vœux de l'article 238 du Nouveau Code de procédure civile avec distraction au profit de la société d'avocats KLEYR GRASSO.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement, sur rapport du magistrat de la mise en état,

dit l'appel recevable,

le dit partiellement fondé,

par réformation,

déboute la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL de sa demande en obtention d'une indemnité de procédure pour la première instance et en décharge la société anonyme SOCIETE1.) SA,

confirme pour le surplus,

rejette la demande en déclaration d'arrêt commun,

déboute la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL ainsi que la société anonyme SOCIETE1.) SA, de leur demande en obtention d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel,

condamne la société anonyme SOCIETE1.) SA, aux frais et dépens de l'instance d'appel dont distraction sur son affirmation de droit au profit de la société d'avocats KLEYR GRASSO, représentée pour la présente instance par Maître Henry DE RON.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.